

BUREAUX
 ROUBAIX. — 68-71, Grande-Rue. Tél. 237.32, 237.33 et 237.34.
 TOURCOING. — 22, rue Carnot. Tél. 37.
 LILLE. — 3, rue Faidherbe. Tél. 539.51.
 PARIS. — 28, boulevard Poissonnière. Tél. Provence. 71.84.
 MOUSCRON. — 105, rue de la Station. Tél. 544.

ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Reboux
 Alfred Reboux
 Madame Alfred Reboux

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix-Tourcoing et de la Région

C'est la publicité qui fait vendre !

Aider vos représentants dans leurs démarches en faisant de la publicité dans les journaux !

LETTRE DE ROME

Après le discours du colonel Beck

L'ITALIE AU TOURNANT ?

(DE NOTRE CORRESPONDANT JEAN MONTSALVAT)

Il n'est pas douteux que l'aggravation de la tension germano-polonaise plonge le gouvernement italien dans le plus grand embarras. Les personnalités les plus représentatives des cercles responsables romains l'avouent sans ambages. Quant à la presse, dans la crainte de paraître approuver et encourager l'un des deux partis en présence, elle évite prudemment de se mêler à la polémique engagée entre Berlin et Varsovie. Il semble même qu'une consigne formelle ait été donnée aux journaux fascistes par les autorités responsables : rendre compte, autant que possible, avec objectivité et impartialité de l'évolution du conflit et éviter surtout les commentaires. C'est pourquoi, à Rome, l'on publie également et souvent côte à côte les correspondances qui, venues de Varsovie et de Berlin, développent les argumentations par lesquelles l'une et l'autre capitales justifient leur attitude.

L'embarras du gouvernement italien s'explique fort bien. Il est, depuis deux ans, étroitement associé au gouvernement allemand et, selon les déclarations répétées de M. Mussolini lui-même, il a basé toute sa politique internationale sur l'axe Rome-Berlin. Il est, d'autre part, lié à la Pologne sinon par des pactes précis, du moins par une amitié traditionnelle que l'on se plaisait à exalter à Rome au mois de janvier dernier, lors du voyage du comte Ciano à Varsovie et aussi par une communauté d'intérêts et d'idéal que l'on proclamait à la même époque.

L'association de l'Italie avec l'Allemagne s'est renforcée de plus en plus au cours de ces derniers mois. Il y a, pour le prouver, non seulement les déclarations plus ou moins officielles que l'on publie à Rome à chaque occasion, mais aussi des faits comme, par exemple, la répétition des visites que se font les chefs militaires des deux nations. Depuis deux mois, ces contacts entre les états-majors ont été singulièrement fréquents : le maréchal Goring a eu, à la fin de mars, de longues conversations avec M. Mussolini qui, il ne faut pas l'oublier, est à la fois ministre de la Guerre, de la Marine et de l'Air ; il y a eu, à la veille de l'affaire albanaise, la rencontre à Innsbruck entre le général Pariani, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre et chef d'état-major de l'armée italienne et le général von Keitel, chef de l'état-major général des armées allemandes ; il y a eu la visite à Berlin, à l'occasion du cinquantième anniversaire du Führer, du même général Pariani ; il y a enfin, en ce moment même, la visite à Rome et en Libye du général von Brauchitsch, commandant en chef de l'armée allemande. On peut encore signaler, pour prouver que la coopération militaire entre les deux nations se fait chaque jour plus étroite, la présence en Italie de nombreuses missions d'officiers supérieurs allemands et de missions aéronautiques du Reich en Afrique du Nord italienne. Les liens entre Rome et Berlin sont donc plus forts que jamais.

Avec la Pologne, l'Italie sans doute n'a conclu aucun pacte précis d'assistance, ni même de collaboration. Mais, depuis que le général Pilsudski a ressuscité son pays et qu'il en a fait une grande puissance dotée d'une forte armée, Rome a toujours regardé avec sympathie vers Varsovie. Le gouvernement fasciste n'a jamais manqué une occasion de proclamer son amitié pour la jeune nation polonaise. A la fin du mois de janvier dernier, M. Mussolini lui-même, en un message qu'il adressait à un grand journal de Varsovie, précisait la nature de l'amitié qui unit « traditionnellement » les deux pays.

(Lire la suite page 2).

UN EXPOSÉ DE M. PAUL REYNAUD devant la commission des finances de la Chambre

(Lire l'information page 3).

Le Congrès eucharistique d'Alger

LA JOURNÉE DES PÈRES BLANCS

dont l'œuvre rayonne sur toute l'Afrique



Le cardinal Verdier et Mgr Leynaud, archevêque d'Alger, passent devant la compagnie d'honneur qui leur présente les armes. — A gauche, au second plan, on reconnaît le général Gouraud. (Ph. Trampus.) (Lire nos informations page 3.)

« L'Allemagne réclame de nous des concessions unilatérales. Un Etat qui se respecte ne fait pas de concessions unilatérales. »

« Pour nous, Polonais, la notion d'une paix à tout prix n'existe pas. Il n'y a qu'une chose dans la vie des hommes et des Etats qui soit sans prix, c'est l'honneur. »

Dans un discours empreint de modération et de fermeté, M. BECK a répondu au chancelier HITLER

Il a réfuté les arguments par lesquels le Führer avait tenté de justifier la dénonciation du pacte germano-polonais



Une attitude du colonel Beck à la tribune (Ph. N.E.T.)

Il a démontré l'importance vitale pour la Pologne de Dantzig, ville libre par nature, et affirmé la volonté de son pays de ne rien restreindre de sa souveraineté dans le corridor

Enfin, il s'est déclaré prêt à négocier avec l'Allemagne si celle-ci manifeste des intentions pacifiques et emploie des méthodes d'action pacifiques.

A Paris, on se plaît à constater la concordance entre la position de la Pologne et le point de vue du gouvernement français

BILLET PARISIEN

Discours raisonnable

PARIS, 5 MAI (Minuit).

Le discours prononcé à Varsovie par le colonel Beck, ministre des Affaires étrangères de Pologne, a été bien accueilli à Paris et à Londres.

Ce discours ne ferme pas la porte à des ouvertures de l'Allemagne. Il ne manifeste aucune intransigeance. La Pologne reste prête à chercher avec sa puissante voisine occidentale un « modus vivendi » capable de satisfaire celles de ses revendications qui sont

légitimes, comme le développement culturel de Dantzig et la liberté de son trafic avec sa province de la Prusse orientale.

Mais, si le colonel Beck est prêt à des conversations, il entend qu'elles aient lieu sur un pied d'égalité entre les interlocuteurs. Il veut la paix, mais non la paix à tout prix. La Pologne veut bien étudier des propositions allemandes, mais pourvu qu'elles aient une contrepartie. Si la paix est le but de la politique germanique, comme le dit le chancelier Hitler, il faut que les méthodes pour atteindre ce but soient réellement pacifiques. Donc, la pratique des coups de force et des actes d'intimidation doit être répudiée.

Comment tout esprit non prévenu ne souscrirait-il pas à de telles assertions ? La Pologne est devenue une nation forte et respectée. Elle ne veut pas se laisser dicter la loi par quiconque. Elle veut négocier librement avec ses voisins mais elle ne peut accepter d'abandonner l'honneur en donnant à M. Hitler tout ce qu'il lui plaît de demander. Ce n'est pas parce que ses demandes sont formulées sur un ton comminatoire qu'elles sont plus légitimes. Bien au contraire.

Comment les paroles de M. Beck vont-elles être accueillies en Allemagne ? Il sera difficile en tous cas au maître du Reich de discuter le bien-fondé des arguments que l'homme d'Etat polonais a employés. Il s'est exprimé en termes mesurés. Il a tenu le langage d'un homme raisonnable. M. Hitler dira s'il accepte la libre discussion qu'il lui propose.

S'il la repousse, le Führer manifesterà par là même ses arrière-pensées et dévoilera ses desseins d'hégémonie et de conquête. Mais dans cette hypothèse, son allié italien acceptera-t-il d'encourir les terribles risques de l'entreprise où il voudra le précipiter ?

Ne serait-ce pas parce que, d'ores et déjà, on redoute à l'autre extrémité de l'axe les conséquences de la politique allemande que plusieurs ministres du Reich se sont rendus en Italie ?

René ROUSSEAU.

Paris, 5 mai. — De l'Agence Havas : Le discours du colonel Beck constitue dans la situation internationale actuelle, de l'avis général des milieux politiques et diplomatiques français, un fait de la plus haute importance, par la définition, remarquable dans la forme et dans le fond, qu'il apporte des principes fondamentaux de la politique polonaise et de sa conception de ses intérêts et de ses prérogatives essentielles. Le chef de la diplomatie polonaise a exposé cette définition avec une clarté et une fermeté écartant toute possibilité d'équivoque ou de méprise ; mais aussi avec un souci manifeste de ne pas

fermer la porte à une entente par voie de négociations.

Après cet exposé, estimait-on cet après-midi dans les milieux politiques, le problème des relations germano-polonaises et, singulièrement, la question de Dantzig apparaît comme la pierre de touche des buts réels de la politique allemande et de la sincérité de son désir de collaboration.

Du point de vue purement français, on se plaît à constater à Paris une concordance absolue entre la position de la Pologne, telle qu'elle se dégage du discours d'aujourd'hui et le point de vue du gouvernement français, ainsi qu'il a été formulé dans les récentes déclarations de ses représentants les plus autorisés et, jeudi soir, encore par le président du Conseil.

Outre, les situations faites par le ministre polonais des affaires étrangères à certaines propositions allemandes, l'attention des milieux diplomatiques français a été plus particulièrement retenue par le passage du discours, dans lequel le colonel Beck, en soulignant le caractère strictement défensif du pacte d'assistance polono-anglais, a démontré sa parfaite compatibilité avec le pacte de non-agression germano-allemand de 1934, si le gouvernement allemand n'avait pas nourri l'arrière-pensée de restreindre la liberté politique de la Pologne.

Cette partie du discours est considérée comme une réponse pertinente au dernier discours du chancelier Hitler, dont il met en relief la faiblesse de l'argumentation, destinée à justifier la dénonciation de l'accord de 1934.

LA SÉANCE DE LA DIÈTE POLONAISE

Varsovie, 5 mai. — Un service d'ordre très sévère interdit l'accès de la Diète à la foule qui, massée dans les rues

avoisinantes, écoute le discours transmis par des haut-parleurs. (Lire la suite page 2).

LIRE, PAGE 2 :

Le mémorandum polonais à l'Allemagne

réfutant l'argumentation sur laquelle le Reich a fondé sa dénonciation de l'accord polono-allemand de 1934.

A VERSAILLES, IL Y A 150 ANS...

Sur le lieu même où se réunirent les États généraux a été commémoré l'anniversaire de la Révolution

par Michel SAINT-ALBANT.

(Lire nos informations page 3).



Le cortège officiel arrivant au château de Versailles, alors que des détachements de l'Ecole de Saint-Cyr et de l'Ecole Polytechnique rendent les honneurs. (Ph. Kuytman.)

LES SOUVERAINS D'ANNAM VIENDRAIENT EN FRANCE



(Ph. France-Press.) L'EMPEREUR ET L'IMPÉRATRICE D'ANNAM effectueraient prochainement un voyage en France.

Le maréchal Pétain est attendu à Gibraltar

Gibraltar, 5 mai. — Le maréchal Pétain, qui se trouve actuellement dans l'Espagne du Sud, est attendu à Gibraltar pour la fin de la semaine.

L'émission de la dixième tranche de la Loterie nationale s'ouvrira le 12 mai

Paris, 5 mai. — L'émission de la tranche « de la Tour Eiffel » (10^e tranche de la Loterie nationale pour 1939), s'ouvrira le 12 mai.